

Tous les mêmes ? Les votes pour les partis de gouvernement en temps de crise

All the same ? Votes for mainstream parties in hard times

Florent Gougou et Vincent Tiberj



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ress/2995>

DOI : 10.4000/ress.2995

ISSN : 1663-4446

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 15 mai 2015

Pagination : 95-120

ISSN : 0048-8046

Référence électronique

Florent Gougou et Vincent Tiberj, « Tous les mêmes ? Les votes pour les partis de gouvernement en temps de crise », *Revue européenne des sciences sociales* [En ligne], 53-1 | 2015, mis en ligne le 01 janvier 2019, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ress/2995> ; DOI : 10.4000/ress.2995

TOUS LES MÊMES? LES VOTES POUR LES PARTIS DE GOUVERNEMENT EN TEMPS DE CRISE

FLORENT GOUGOU & VINCENT TIBERJ

F.R.S-FNRS – Université libre de Bruxelles, CEVIPOL / Sciences Po Paris, CEE
florent.gougou@ulb.ac.be / vincent.tiberj@sciencespo.fr

Résumé. Les difficultés électorales persistantes des partis de gouvernement en Europe de l'Ouest (les sociaux-démocrates à gauche, les conservateurs et les démocrates-chrétiens à droite) sont un enjeu important pour la science politique. Alors qu'ils ont longtemps constitué des pôles de stabilité dans les systèmes partisans, ils font aujourd'hui face au défi de plus en plus pressant des écologistes et de la droite radicale anti-immigrés. Grâce aux données d'une enquête post-électorale sur les élections européennes de 2014 dans cinq pays, cet article démontre que les partis de gouvernement ont réussi à s'adapter à leur nouvel environnement et à retenir des électeurs que les valeurs et le contexte de crise auraient pu pousser vers les tiers partis.

Mots-clés: conservateurs, crise économique, élections européennes, partis de gouvernement, sociaux-démocrates, vote.

Abstract. The poor electoral performances of big mainstream parties in Western Europe (the Social-Democrats on the left, the Conservatives and the Christian-Democrats on the right) are a major question for political scientists. While these parties have long been the most stable forces within West European party systems, they now face the challenge of both the Greens and the anti-immigrants radical right. Using data from a post-election survey on the 2014 European elections in five countries, this article demonstrates that big mainstream parties have been able to adapt to their new environment and to attract voters that could have voted for third parties due to their values and the context of economic crisis.

Keywords: conservatives, economic crisis, European elections, mainstream parties, social-democrats, voting behaviour.

INTRODUCTION

Dans la quasi totalité des pays d'Europe de l'Ouest, les élections européennes des 22-25 mai 2014 ont confirmé les difficultés électorales persistantes des grands partis de gouvernement. Dans trois d'entre eux, elles ont provoqué un tremblement de terre : au Danemark, en France et au Royaume-Uni, un parti de droite radicale anti-immigrés est pour la première fois arrivé en tête du scrutin, devançant simultanément les conservateurs et les sociaux-démocrates. Les mauvais résultats de la plupart des partis de gouvernement ont généralement été interprétés comme un effet de la montée de l'euroscpticisme (Treib, 2014), et plus largement comme un produit de la crise économique mondiale que traversent les démocraties européennes depuis la faillite de la banque d'affaires américaine *Lehman Brothers* en septembre 2008. Après tout, exercer le pouvoir en période d'augmentation du chômage est très rarement récompensé par les électeurs (Bernard, 1997).

Cependant, le phénomène semble plus profond. Une tendance lourde au recul des partis de gouvernement existe en fait depuis la fin des années 1960. Elle a d'abord concerné les partis de la droite modérée, les conservateurs et les démocrates-chrétiens, puis a gagné les sociaux-démocrates dans les années 1980 (Martin, 2013). Dans ce cadre, les élections européennes de 2014 auraient simplement prolongé, au prix parfois de conséquences très spectaculaires, une dynamique de long terme dans la compétition politique en Europe de l'Ouest.

Les résultats des partis de gouvernement posent plusieurs questions très importantes pour la science politique. La première concerne la capacité des démocraties représentatives actuelles à répondre aux attentes des citoyens. Les partis de gouvernement sont les partis qui exercent régulièrement la responsabilité du pouvoir national et sont ainsi amenés à prendre en charge les problèmes de politiques publiques qui sont à l'agenda. Dans cette perspective, le recul de leur surface électorale témoigne de leur incapacité à mettre en œuvre des solutions durables à ces problèmes. La seconde question concerne la nature de la compétition politique dans les démocraties européennes. Les grands partis de gouvernement actuels (démocrates-chrétiens et conservateurs à droite, sociaux-démocrates

à gauche) sont les principales forces politiques à l'origine des systèmes partisans en Europe de l'Ouest (Lipset, Rokkan, 1967). Mieux, ils ont largement structuré le développement de ces systèmes partisans dans le temps (Kriesi, 1994). De ce point de vue, leur déclin électoral interroge inévitablement la stabilité des systèmes partisans et le futur de la vie politique en Europe de l'Ouest.

Pour mieux comprendre la dynamique électorale des partis de gouvernement aux élections européennes de 2014, cet article procède en quatre étapes. Dans un premier temps, il revient sur les débats entourant le vote pour les partis de gouvernement dans la littérature. Dans un second temps, il présente les principales hypothèses de travail et les données empiriques qui sont utilisées pour leur test. Dans un troisième temps, il identifie les logiques normatives du vote en faveur des partis sociaux-démocrates et des grands partis de droite modérée. Et dans un quatrième temps, il confronte ces logiques de vote au cadre spécifique dans lequel se sont déroulées les élections européennes de 2014 – des élections de second ordre (Reif, Schmitt, 1980) dans un contexte de crise économique majeure.

I. COMPRENDRE LE VOTE POUR LES PARTIS DE GOUVERNEMENT

I.1. LES PARTIS DE GOUVERNEMENT FACE AUX TRANSFORMATIONS DE LA COMPÉTITION POLITIQUE

Le champ de bataille partisan européen a connu de profondes mutations depuis la formation des systèmes de partis à la fin du XIX^e siècle. L'émergence des partis écologistes et des partis de droite radicale anti-immigrés, notamment, ont remis en question les équilibres historiques issus de la démocratisation des régimes politiques. Pourtant, les partis de gouvernement sont fondamentalement restés les mêmes depuis les années 1920 : à l'exception de *Forza Italia* (FI) en Italie et de l'Union pour un Mouvement Populaire (UMP) en France, les grands partis qui accèdent régulièrement au pouvoir national en Europe de l'Ouest sont les héritiers directs de partis qui étaient déjà dans le paysage politique après la Première Guerre mondiale (Martin, 2007). Cette remarquable continuité des principales alternatives partisanses, avec les sociaux-démocrates à gauche du

spectre politique et les conservateurs (ou les démocrates-chrétiens¹) à droite, est une des principales caractéristiques de la vie politique en Europe de l'Ouest.

Les travaux de science politique ont montré que la survie des grands partis de gouvernement était passée par une transformation de leurs rapports à la société civile et à l'État (Katz, Mair, 1995). Initialement associés aux modèles du parti de masse ou du parti de cadres (Duverger, 1951), ces partis ont d'abord évolué vers une forme « attrape-tout » (*catch-all*) dans les années 1950, en se détachant progressivement des groupes sociaux qui leur avaient donné naissance (Kirchheimer, 1966), puis vers une forme « cartellisée » (*cartel*) dans les années 1970, en allant chercher au sein de l'État les ressources dont ils ne disposaient plus au sein de la société. Ces changements organisationnels sont allés de pair avec une certaine désidéologisation de leurs affrontements politiques et une convergence de leurs programmes électoraux, notamment en matière socio-économique. Dans cette perspective, les partis sociaux-démocrates et les partis conservateurs formeraient aujourd'hui un club fermé, aux positions proches, et partageraient l'exercice du pouvoir avec l'assurance de revenir tôt ou tard aux responsabilités.

D'autres travaux, moins centrés sur les formes d'organisation des partis politiques que sur la nature des conflits sociaux politisés par les élites, insistent de leur côté sur les recompositions de l'espace de la compétition politique dans lequel les partis sociaux-démocrates et les partis conservateurs évoluent. Il n'existe pas de consensus dans la littérature sur les fondements de ces recompositions, mais les différentes propositions aboutissent à une analyse relativement proche de la situation des grands partis de gouvernement. Pour les tenants de la « révolution culturelle », la diffusion des nouvelles aspirations post-matérialistes à partir des années 1960 (Inglehart, 1977) et la réaffirmation de la primauté des valeurs conservatrices traditionnelles au cours des années 1980 (Ignazi, 1992)

1 Dans la suite de l'article, nous ferons seulement référence aux partis conservateurs pour ne pas alourdir la lecture. Comprendre pourquoi dans certains pays un parti démocrate-chrétien s'est imposé comme le grand parti de la droite modérée est en dehors du champ de ce travail (sur ce point, voir Kriesi, 1994). S'agissant de la question des partis de gouvernement, nous considérons les partis conservateurs et les partis démocrates-chrétiens comme des équivalents fonctionnels.

ont abouti à l'émergence d'un nouveau clivage entre «libertaires» et «autoritaires», qui a remodelé la plupart des systèmes partisans en Europe de l'Ouest en déplaçant le principal axe de conflit d'une opposition gauche-droite dominée par le clivage de classe et le clivage religieux à une opposition entre un pôle de gauche libertaire et un pôle de droite autoritaire (Kitschelt, 1995). Pour les tenants de la «révolution mondiale», l'intensification de la globalisation et l'intégration européenne ont débouché sur un nouveau clivage identité/démarcation, qui oppose les gagnants et les perdants de la mondialisation et achève la reconfiguration de la dimension culturelle de la compétition politique en associant l'enjeu de l'immigration aux enjeux sociétaux apparus dans les années 1960 (Kriesi et al., 2008). Dans les deux cas, les partis sociaux-démocrates et les partis conservateurs se retrouveraient aujourd'hui menacés dans leur camp par des nouvelles forces politiques, les écologistes pour les sociaux-démocrates, la droite radicale anti-immigrés pour les conservateurs, de sorte que la centralité des grands partis de gouvernement ne serait plus acquise.

1.2. LES PARTIS DE GOUVERNEMENT DANS LA LOGIQUE DES ÉLECTIONS DE SECOND ORDRE

Le vote en faveur des partis de gouvernement s'inscrit également dans un autre ensemble de travaux en études électorales, qui concerne spécifiquement la logique des élections de second ordre. Les élections de second ordre désignent les élections qui ne mettent pas formellement en jeu la distribution du pouvoir national : il s'agit fondamentalement des élections qui n'ont pas de conséquences sur les contours du gouvernement ou de l'opposition, les élections locales et les élections européennes (Reif, Schmitt, 1980). Dans cette littérature, dont le principal objectif est de comprendre les variations structurelles des rapports de force entre les élections locales ou européennes et les élections nationales, trois résultats font consensus. Le premier concerne la participation électorale, plus faible lors des élections de second ordre que lors des élections nationales. Le second concerne le niveau des petits partis, en général supérieur lors des élections de second ordre que lors des élections nationales grâce à l'augmentation de la dimension expressive du vote. Le troisième concerne le

score des partis au pouvoir, en général victimes d'une dynamique de sanction aux élections de second ordre si le bilan de leur action gouvernementale n'est pas bon. Parmi ces trois conclusions, les deux dernières concernent directement le vote pour les partis de gouvernement. Elles vont dans le même sens : de manière générale, les élections de second ordre sont défavorables aux partis de gouvernement, notamment (mais pas seulement) quand elles sont au pouvoir.

2. HYPOTHÈSES, DONNÉES ET OPÉRATIONNALISATION DES VARIABLES

2.1. LES HYPOTHÈSES

Cet article est structuré par deux ensembles d'hypothèses. Le premier ensemble renvoie aux logiques fondamentales du vote pour les sociaux-démocrates et les conservateurs en Europe de l'Ouest aujourd'hui, tandis que le second renvoie à la manière dont ces logiques de vote se sont effectivement exprimées lors des dernières élections européennes de 2014. Toutes ces hypothèses sont directement dérivées des débats qui traversent actuellement la littérature.

Les travaux sur les évolutions des modèles organisationnels des grands partis insistent sur la convergence idéologique entre sociaux-démocrates et conservateurs, désormais unis au sein du cartel des partis de gouvernement. De manière concomitante, les travaux sur la mutation des clivages associent les sociaux-démocrates et les conservateurs à une forme de *old politics* essentiellement dominée par les enjeux socio-économiques traditionnels (redistribution, rôle de l'État dans l'économie), là où les écologistes et la droite radicale incarneraient une forme de *new politics* autour des nouveaux enjeux culturels (permissivité, droits des minorités, etc.). Ces deux observations conduisent à formuler deux premières hypothèses sur les logiques de soutien aux partis sociaux-démocrates et aux partis conservateurs.

H1. La convergence des logiques normatives : le soutien aux grands partis de gouvernement est structuré par les mêmes valeurs.

H2. La vieille politique : le soutien aux grands partis de gouvernement n'est pas structuré par les nouveaux enjeux culturels.

Ces deux premières hypothèses ne tiennent pas compte du contexte spécifique dans lequel se sont déroulées les élections européennes de 2014. Or ces élections sont à la fois des élections de second ordre et des élections de crise. Des élections de second ordre d'abord, car comme toutes les élections européennes depuis 1979, elles ne mettaient pas en jeu le pouvoir national dans les différents États membres. Des élections de crise ensuite, car la « Grande Récession » qui touche les démocraties européennes depuis 2008 continue à exercer des effets importants sur les principaux équilibres macro-économiques (chômage, déficits publics, dette souveraine) et sur les politiques publiques (maîtrise des comptes publics, austérité). Ces deux éléments conduisent à avancer deux nouvelles hypothèses.

H3. Le contexte de crise : les logiques normatives du vote pour les partis sociaux-démocrates et les partis conservateurs sont affectées par le contexte de crise économique actuel.

H4. L'effet élections de second ordre : les logiques normatives du vote pour les grands partis de gouvernement sont affectées par le jugement sur l'action du gouvernement

2.2. LES DONNÉES

Les données mobilisées dans l'article proviennent de l'enquête post-électorale *Comparative Electoral Dynamics in the European Union* (Sauger, Dehousse, Gougou, 2015) auto-administrée par Internet dans 7 pays d'Europe de l'Ouest après les élections européennes de 2014 : Allemagne, Autriche, Espagne, France, Grèce, Italie et Portugal.

Cette enquête, dont la représentativité a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle en France ; sexe, âge et revenu du foyer dans les autres pays) en raison des biais sociodémographiques consubstantiels aux sondages *online*, se distingue par la taille de ses échantillons : 4 000 individus pour l'Allemagne, l'Autriche, l'Espagne, la France et l'Italie, 1 000 individus pour la Grèce et le Portugal. Dans les 7 pays, la population cible est la population en âge de voter aux élections européennes de 2014 (nationaux ou non). Compte tenu des différences dans la taille des échantillons, les analyses sont limitées aux cas de l'Allemagne, de l'Autriche, de l'Espagne, de la France et de l'Italie. Ces pays permettent de comparer toutes les configurations possibles pour la répartition

du pouvoir national entre sociaux-démocrates et conservateurs : le parti social-démocrate au pouvoir (France), le parti conservateur au pouvoir (Espagne), une grande coalition dirigée par les sociaux-démocrates (Autriche, Italie) et une grande coalition dirigée par les démocrates-chrétiens (Allemagne).

2.3. L'OPÉRATIONNALISATION DES VARIABLES DÉPENDANTES

Deux variables dépendantes distinctes sont utilisées pour comprendre le vote en faveur des partis de gouvernement. Dans un premier temps, des probabilités de vote sont utilisées pour identifier les logiques normatives sous-jacentes au soutien des conservateurs ou des sociaux-démocrates. Mesurées sur une échelle de 0 à 10, où 0 signifie « pas du tout probable » et 10 « tout à fait probable », ces variables permettent d'appréhender la structure des préférences électorales en dehors du contexte spécifique à toute élection. Par construction, elles écartent ce qui fonde l'essence de la compétition politique, la concurrence entre les partis², mais elles permettent en même temps de saisir les logiques fondamentales du soutien pour tel ou tel parti et de rendre compte de l'éventail complet des rapports que les individus entretiennent avec chaque parti. Le tableau 1 ci-dessous présente les principaux indicateurs descriptifs de ces probabilités de vote dans les cinq pays. Les probabilités de vote pour les partis sociaux-démocrates sont en moyenne plus fortes que les probabilités de vote pour les conservateurs, une observation corroborée par la fréquence des probabilités très élevées (de 8 à 10). Seule la France fait exception à cette règle, sans doute en raison de l'impopularité record du pouvoir socialiste en place depuis 2012. De même, les conservateurs sont plus souvent rejetés par les citoyens que les sociaux-démocrates par une probabilité de vote de 0, sauf en France.

2 Voter implique de choisir un et un seul parti, sauf en cas de mode de scrutin offrant plusieurs voix, comme le mode de scrutin utilisé pour les élections législatives en Allemagne.

Tableau 1. Description des variables de probabilité de vote pour les partis de gouvernement

	ALLEMAGNE	AUTRICHE	ESPAGNE	FRANCE	ITALIE
Sociaux-Démocrates	SPD	SPÖ	PSOE	PS	PD
MOYENNE (ÉCART-TYPE)	5,27 (3,34)	4,41 (3,39)	3,50 (3,22)	3,89 (3,42)	4,91 (3,59)
FRÉQUENCE NOTE 0	14,8%	21,6%	31,3%	31,0%	24,4%
FRÉQUENCE NOTE 8 À 10	31,2%	23,3%	14,5%	20,2%	31,5%
Conservateurs	CDU-CSU	ÖVP	PP	UMP	FI
MOYENNE (ÉCART-TYPE)	4,26 (3,66)	3,68 (3,19)	2,69 (3,47)	4,03 (3,48)	2,51 (3,26)
FRÉQUENCE NOTE 0	28,9%	26,7%	53,0%	27,5%	53,1%
FRÉQUENCE NOTE 8 À 10	25,8%	15,8%	14,9%	20,9%	11,4%

La seconde partie de l'analyse utilise le vote exprimé lors des élections européennes de 2014 comme variable dépendante. Ce changement de variable dépendante permet de revenir à la réalité de la compétition électorale et de confronter les logiques normatives des préférences partisans au choix électoral effectif. Le vote est par nature un choix contraint, par lequel les électeurs sont sommés d'arbitrer entre plusieurs alternatives dans un « espace des possibles » généralement multipartisan (Tiberj, 2007 ; Tiberj, Denni, Mayer, 2013). Ce sont précisément les différences entre le potentiel électoral des partis de gouvernement et leur soutien effectif lors des élections européennes de 2014 qui sont au cœur de la réflexion dans cet article.

2.4. L'OPÉRATIONNALISATION DES VARIABLES INDÉPENDANTES

Les travaux sur la relation entre valeurs et vote distinguent généralement deux ensembles de valeurs, des valeurs socio-économiques d'une part, des valeurs ethnoculturelles d'autre part (Tiberj, 2012 ; Gougou, Labouret, 2013). Dans cette recherche, nous avons fait le choix d'isoler deux dimensions de valeurs supplémentaires, la première liée à la globalisation, la seconde à l'intégration européenne. À ce jour, peu d'études ont mesuré finement ces deux dimensions, le plus souvent en raison d'un nombre insuffisant d'indicateurs spécifiques. En pratique, une question relative à la globalisation ou à l'intégration européenne est habituellement rattachée à la dimension économique si son cadrage est économique

et à la dimension culturelle si son cadrage est culturel. Or rien ne dit que les préférences sur la globalisation et sur l'intégration européenne soient effectivement solubles dans des valeurs socio-économiques ou des valeurs culturelles. Et rien ne dit non plus que ces préférences soient indépendantes entre elles ; après tout, de nombreux auteurs considèrent que l'intégration européenne et la globalisation vont de pair avec une remise en cause de l'État-nation.

Sur cette base, nous avons élaboré quatre variables synthétiques intégrant systématiquement les réponses à plusieurs questions d'opinion (un tableau complet des items ayant participé à la construction de chaque variable figure en annexe³). Ces variables, qui combinent plusieurs variables quantitatives entre elles, ont été générées à partir d'analyses factorielles conduites de manière séparée pour chaque pays et chaque dimension de valeurs⁴. Le tableau 2 résume l'ensemble des corrélations entre les différentes dimensions de valeurs.

Tableau 2. Les relations bivariées entre les dimensions de valeurs

	LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE	CONSERVATISME CULTUREL	HOSTILITÉ À LA GLOBALISATION
<i>Allemagne</i>			
LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE	-		
CONSERVATISME CULTUREL	0,017	-	
HOSTILITÉ À LA GLOBALISATION	- 0,010	0,384***	-
SOUTIEN À L'INTÉGRATION EUROPÉENNE	0,060***	- 0,307***	- 0,259***
<i>Autriche</i>			
LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE	-		
CONSERVATISME CULTUREL	- 0,107***	-	
HOSTILITÉ À LA GLOBALISATION	- 0,138***	0,354***	-
SOUTIEN À L'INTÉGRATION EUROPÉENNE	0,165***	- 0,445***	- 0,334***

- 3 L'annexe est accessible en ligne à l'adresse suivante: <<http://ress.revues.org/3008>>.
- 4 Les individus dont les réponses sont manquantes à une seule question incluse dans une analyse factorielle ont été préalablement mis à la moyenne de l'échantillon national dont ils sont issus. Les individus dont les réponses sont manquantes à plusieurs questions utilisées dans une même analyse factorielle ont été exclus des analyses. Le premier axe factoriel a systématiquement été retenu pour mesurer la dimension de valeurs recherchée.

Espagne			
LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE	-		
CONSERVATISME CULTUREL	0,315***	-	
HOSTILITÉ À LA GLOBALISATION	0,052***	0,269***	-
SOUTIEN À L'INTÉGRATION EUROPÉENNE	0,300***	0,135***	- 0,024
France			
LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE	-		
CONSERVATISME CULTUREL	0,152***	-	
HOSTILITÉ À LA GLOBALISATION	- 0,112***	0,416***	-
SOUTIEN À L'INTÉGRATION EUROPÉENNE	0,195***	- 0,289***	- 0,450***
Italie			
LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE	-		
CONSERVATISME CULTUREL	0,024	-	
HOSTILITÉ À LA GLOBALISATION	- 0,014	0,386***	-
SOUTIEN À L'INTÉGRATION EUROPÉENNE	0,143***	- 0,233***	- 0,253***

Note: tous les coefficients présentés dans le tableau sont des coefficients de corrélation linéaire (*r* de Pearson). Les trois seuils de significativité statistique sont $p < 0,01$ (***); $p < 0,05$ (**); $p < 0,10$ (*).

D'emblée, un premier résultat s'impose : il est effectivement pertinent de distinguer quatre dimensions de valeurs. La corrélation maximale entre deux dimensions ne dépasse jamais 0,50 (la plus forte corrélation est entre hostilité à la globalisation et hostilité à l'intégration européenne en France, avec un *r* de Pearson de 0,45). Or il est communément admis par les chercheurs en statistiques que les risques de multicollinéarité n'apparaissent qu'au-delà du seuil de 0,80 (ou -0,80, sachant que le *r* de Pearson varie entre -1 et 1).

Les matrices de corrélations révèlent également que les dimensions de valeurs entretiennent des liens semblables dans les cinq pays. De manière générale, le conservatisme culturel va de pair avec un rejet de l'intégration européenne et une hostilité à la globalisation, même si ces dimensions ne peuvent pas être confondues.

Enfin, troisième observation importante, l'adhésion au libéralisme économique n'est corrélée avec aucune autre dimension de valeurs, même faiblement (à l'exception notable du soutien à l'intégration européenne en Espagne). Cette observation est d'autant plus frappante que les questions mobilisées pour construire la variable d'hostilité à la globalisation ont un cadrage économique affirmé. Ce résultat plaide pour une distinction systématique de l'attitude à l'égard de la globalisation et de l'adhésion au libéralisme économique.

Au-delà de ces dimensions de valeurs, une dernière variable indépendante est incluse dans les analyses : le bilan du gouvernement en place au niveau national. Mesuré sur une échelle de 0 à 10, où 0 signifie une forte désapprobation du bilan et 10 une forte approbation, cette variable est essentiellement destinée à tester l'hypothèse de l'effet élections de second ordre.

3. LES LOGIQUES NORMATIVES DU SOUTIEN AUX PARTIS DE GOUVERNEMENT

Le tableau 3 ci-dessous présente les résultats des modèles de régression linéaire estimés dans chaque pays pour expliquer les probabilités de vote en faveur des sociaux-démocrates et des conservateurs. Avant d'entrer dans l'examen des hypothèses, un premier résultat s'impose : la similarité des relations entre valeurs et probabilités de vote en Allemagne, en Autriche, en Espagne, en France et en Italie. Partout, la probabilité de voter pour les sociaux-démocrates augmente avec une hostilité au libéralisme économique, une adhésion au libéralisme culturel et un soutien à l'intégration européenne. De la même façon, la probabilité de voter en faveur des conservateurs s'accroît avec une adhésion au libéralisme économique, un conservatisme culturel et un soutien à l'intégration européenne (à l'exception de la probabilité de vote *Forza Italia* sur cette dernière dimension). C'est un résultat très important : en dépit de nombreuses différences dans la structuration historique des systèmes partisans et dans la dynamique de la compétition politique depuis la fin des années 1960, l'électorat potentiel des partis sociaux-démocrates et l'électorat potentiel des partis conservateurs sont fondamentalement structurés par les mêmes logiques normatives dans les cinq pays étudiés.

Tableau 3. Les logiques normatives de la probabilité de voter pour les partis de gouvernement

	SOCIAUX-DÉMOCRATES		CONSERVATEURS	
	Coefficient	Beta	Coefficient	Beta
Allemagne	R² = 11,1 %		R² = 12,3 %	
LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE	- 0,573***	- 0,172	1,032***	0,282
CONSERVATISME CULTUREL	- 0,356***	- 0,106	0,479***	0,131
HOSTILITÉ À LA GLOBALISATION	0,009	0,003	- 0,232***	- 0,063
SOUTIEN À L'INTÉGRATION EUROPÉENNE	0,811***	0,243	0,623***	0,171
CONSTANTE	5,263***		4,262***	
Autriche	R² = 13,6 %		R² = 14,2 %	
LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE	- 0,767***	- 0,226	0,824***	0,258
CONSERVATISME CULTUREL	- 0,605***	- 0,179	0,125**	0,039
HOSTILITÉ À LA GLOBALISATION	0,036	0,011	- 0,211***	- 0,066
SOUTIEN À L'INTÉGRATION EUROPÉENNE	0,716***	0,211	0,700***	0,219
CONSTANTE	4,407***		3,680***	
Espagne	R² = 5,1 %		R² = 27,4 %	
LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE	- 0,137**	- 0,043	1,040***	0,300
CONSERVATISME CULTUREL	- 0,562***	- 0,175	0,973***	0,281
HOSTILITÉ À LA GLOBALISATION	0,164***	0,051	- 0,158***	- 0,046
SOUTIEN À L'INTÉGRATION EUROPÉENNE	0,549***	0,171	0,497***	0,143
CONSTANTE	3,500***		2,688***	
France	R² = 28,2 %		R² = 28,6 %	
LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE	- 0,827***	- 0,242	1,276***	0,371
CONSERVATISME CULTUREL	- 1,248***	- 0,365	1,093***	0,318
HOSTILITÉ À LA GLOBALISATION	- 0,017	- 0,005	- 0,106*	- 0,031
SOUTIEN À L'INTÉGRATION EUROPÉENNE	0,670***	0,196	0,457***	0,133
CONSTANTE	3,888***		4,022***	
Italie	R² = 22,4 %		R² = 18,8 %	
LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE	- 0,213***	- 0,059	1,046***	0,320
CONSERVATISME CULTUREL	- 0,454***	- 0,126	0,921***	0,282

HOSTILITÉ À LA GLOBALISATION	- 0,093*	- 0,026	0,045	0,014
SOUTIEN À L'INTÉGRATION EUROPÉENNE	1,518***	0,422	0,032	0,010
CONSTANTE	4,901***		2,510***	

Note: les coefficients ont été estimés par des modèles de régression linéaire (méthode des moindres carrés ordinaires). Les beta sont des coefficients standardisés: ils permettent de comparer l'effet des variables indépendantes entre elles. Les trois seuils de significativité statistique sont: $p < 0,01$ (***) ; $p < 0,05$ (**); $p < 0,10$ (*).

Le R^2 indique la qualité générale d'un modèle: il s'interprète comme une part de variance expliquée. La constante mesure la probabilité de vote d'un individu dont le score est de 0 sur les quatre dimensions de valeurs. Compte tenu de la standardisation des axes factoriels en unités d'écart-type, il s'agit d'un individu qui a la moyenne de l'échantillon de son pays.

3.1. DES LOGIQUES NORMATIVES DISTINCTES ENTRE SOCIAUX-DÉMOCRATES ET CONSERVATEURS

La première hypothèse relative à la convergence entre les logiques normatives du soutien en faveur des sociaux-démocrates et des conservateurs est infirmée. Dans tous les pays étudiés, les probabilités de vote pour les partis sociaux-démocrates et les probabilités de vote pour les partis conservateurs ne sont pas structurées par les mêmes valeurs.

De manière plus précise, les valeurs socio-économiques restent extrêmement discriminantes dans la structuration de l'électorat potentiel des sociaux-démocrates et des conservateurs. Si les deux grandes familles de partis se sont effectivement rapprochées sur le plan doctrinal et mettent en œuvre des politiques économiques proches, leurs électeurs potentiels continuent de se distinguer sur leur adhésion aux principes du libéralisme économique, leurs valeurs en matière de redistribution, leurs opinions sur le rôle de l'État dans la régulation de l'économie ou sur la durée de cotisation pour avoir une retraite à taux plein. S'agissant de la probabilité de vote en faveur des partis conservateurs, le niveau de libéralisme économique est d'ailleurs la variable indépendante la plus influente dans tous les pays (et son poids écrase les autres variables en Allemagne et en Autriche). La situation est plus contrastée s'agissant des

probabilités de vote en faveur des partis sociaux-démocrates : la dimension économique est la plus importante en Autriche seulement, et la deuxième plus importante en Allemagne et en France.

3.2. DES LOGIQUES DE VOTE INTÉGRANT LES NOUVELLES DIMENSIONS DE VALEURS

La deuxième hypothèse relative à l'association entre les grands partis de gouvernement et la « vieille politique » est là encore infirmée dans tous les pays : les probabilités de vote pour les sociaux-démocrates et pour les conservateurs sont aujourd'hui largement structurées par les nouvelles dimensions de valeurs, et notamment par l'attitude sur le libéralisme culturel. Les partis de gouvernement ne sont pas restés cantonnés sur les lignes de clivage qui étaient au cœur de l'affrontement politique quand ils sont nés : ils sont parvenus à se repositionner et à intégrer les fondements de la « nouvelle politique ». De fait, la probabilité de vote en faveur des partis sociaux-démocrates augmente plus le conservatisme culturel faiblit, et ce dans les cinq pays étudiés. Quant aux partis conservateurs, ils obtiennent un soutien maximum chez les électeurs les plus traditionnels sur le plan culturel. L'impact de la dimension culturelle est particulièrement fort en France, pour les conservateurs comme pour les sociaux-démocrates, confirmant la mise en place d'une « politique des deux axes » (Tiberj, 2012).

Au-delà de l'influence cruciale de la dimension culturelle dans la structuration de l'électorat potentiel des partis de gouvernement, les résultats apportent un éclairage inédit sur la nature des divisions politiques contemporaines. Bien qu'elle ait largement affecté le fonctionnement des démocraties européennes, la globalisation n'est pas aussi prégnante dans les préférences politiques des individus que les valeurs culturelles liées aux mœurs, aux rôles de genre ou à l'immigration : l'attitude à l'égard de la globalisation n'est pas statistiquement significative sur la probabilité de vote pour les sociaux-démocrates en Allemagne, en Autriche, en France et en Italie, ainsi que sur la probabilité de vote pour les conservateurs en France et en Italie. Au-delà, quand elle induit des variations statistiquement significatives, son impact est quasi systématiquement le plus faible des quatre dimensions de valeurs incluses dans l'analyse.

Enfin, s'ils s'opposent sur plusieurs dimensions de valeurs, les électeurs potentiels des deux grandes familles politiques ont un trait commun : ils soutiennent la construction européenne et son approfondissement. Le lien entre soutien à l'intégration européenne et probabilité de vote est particulièrement robuste pour le SPD en Allemagne, le SPÖ en Autriche, le PSOE en Espagne, le PD en Italie, ainsi que pour l'ÖVP en Autriche : dans chacun de ces cas, il dépasse ou égale l'impact du libéralisme économique et du conservatisme culturel. De la sorte, le soutien au projet européen s'ancre dans des univers normatifs fondamentalement différents, mais rapproche les électeurs potentiels des partis de gouvernement.

4. LES PARTIS DE GOUVERNEMENT LORS DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE 2014

Le tableau 4 ci-dessous résume une partie des résultats issus de deux modèles de régression multinomiale estimés dans chaque pays pour expliquer le vote en faveur des partis sociaux-démocrates et des partis conservateurs lors des élections européennes de 2014. Le modèle 1 inclut seulement les quatre dimensions de valeurs en variables indépendantes et permet de mesurer si elles structurent le vote des électeurs une fois que les différentes composantes de l'offre politique sont mises en concurrence. Le modèle 2 ajoute dans l'équation le jugement des électeurs sur le bilan du gouvernement en place au niveau national, et permet de réinscrire le vote aux élections européennes de 2014 dans la logique des élections de second ordre. Une nouvelle fois, les résultats frappent par les similitudes entre les pays. Les valeurs structurent le vote en faveur des partis de gouvernement de la même façon dans les cinq pays examinés, en dépit de différences parfois importantes dans les contextes nationaux. De ce point de vue, les estimations produites par le modèle 1 sont particulièrement éclairantes : les électeurs des cinq pays ont systématiquement moins de chances de voter pour les sociaux-démocrates que pour les conservateurs (*odds ratios* inférieurs à 1) quand ils sont économiquement libéraux et culturellement conservateurs.

Tableau 4. Le vote pour les sociaux-démocrates plutôt que pour les conservateurs aux élections européennes de 2014

	MODÈLE 1		MODÈLE 2	
	Odds ratio	(e.s.)	Odds ratio	(e.s.)
Allemagne (N=2250)	R² de Nagelkerke = 0,059		R² de Nagelkerke = 0,151	
LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE	0,558***	(0,034)	0,564***	(0,036)
CONSERVATISME CULTUREL	0,747***	(0,051)	0,770***	(0,057)
HOSTILITÉ À LA GLOBALISATION	1,178**	(0,079)	1,181***	(0,085)
SOUTIEN À L'INTÉGRATION EUROPÉENNE	1,058	(0,068)	1,372***	(0,099)
BILAN DU GOUVERNEMENT			0,706***	(0,025)
Autriche (N=1824)	R² de Nagelkerke = 0,080		R² de Nagelkerke = 0,121	
LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE	0,386***	(0,033)	0,365**	(0,033)
CONSERVATISME CULTUREL	0,873	(0,081)	0,875	(0,083)
HOSTILITÉ À LA GLOBALISATION	1,118	(0,102)	1,152	(0,108)
SOUTIEN À L'INTÉGRATION EUROPÉENNE	0,887	(0,081)	0,817**	(0,079)
BILAN DU GOUVERNEMENT			1,108***	(0,043)
Espagne (N=2076)	R² de Nagelkerke = 0,119		R² de Nagelkerke = 0,259	
LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE	0,509***	(0,049)	0,844	(0,095)
CONSERVATISME CULTUREL	0,348***	(0,036)	0,525***	(0,062)
HOSTILITÉ À LA GLOBALISATION	1,060	(0,100)	1,116	(0,121)
SOUTIEN À L'INTÉGRATION EUROPÉENNE	0,983	(0,092)	1,578***	(0,175)
BILAN DU GOUVERNEMENT			0,488***	(0,024)
France (N=2106)	R² de Nagelkerke = 0,175		R² de Nagelkerke = 0,241	
LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE	0,333***	(0,031)	0,387***	(0,040)
CONSERVATISME CULTUREL	0,326***	(0,033)	0,416***	(0,046)
HOSTILITÉ À LA GLOBALISATION	1,261**	(0,132)	1,186	(0,133)
SOUTIEN À L'INTÉGRATION EUROPÉENNE	1,048	(0,103)	0,727***	(0,079)
BILAN DU GOUVERNEMENT			1,802***	(0,081)
Italie (N=2399)	R² de Nagelkerke = 0,092		R² de Nagelkerke = 0,185	
LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE	0,560***	(0,042)	0,494***	(0,039)
CONSERVATISME CULTUREL	0,386***	(0,039)	0,381***	(0,040)

HOSTILITÉ À LA GLOBALISATION	1,117	(0,094)	1,098	(0,096)
SOUTIEN À L'INTÉGRATION EUROPÉENNE	1,661***	(0,130)	1,169*	(0,102)
BILAN DU GOUVERNEMENT			1,436***	(0,047)

*Note: le tableau présente des odds ratios estimés par des modèles de régression multinomiale, ainsi que les erreurs standards associées aux coefficients. Le vote conservateur ou démocrate-chrétien est systématiquement la modalité de référence. Les trois seuils de significativité statistique retenus sont $p < 0,01$ (***) ; $p < 0,05$ (**); $p < 0,10$ (*).*

Avant d'entrer dans l'examen détaillé des hypothèses, il est possible de regarder les résultats de ces modèles de régression multinomiale d'une autre manière, en opposant le vote pour les partis de gouvernement au vote pour les autres partis plutôt qu'en opposant le vote pour les sociaux-démocrates au vote pour les chrétiens-démocrates. Le tableau 5 présente les mêmes modèles de régression que le tableau 4, en modifiant simplement la modalité de référence. Là encore, les résultats frappent par leurs similitudes entre les pays, notamment pour le vote en faveur des conservateurs. De ce point de vue, les estimations vont systématiquement dans la même direction : dans les cinq pays, les individus ont toujours plus de chances de choisir les conservateurs plutôt que les tiers partis (odds ratios supérieurs à 1) quand ils sont libéraux en matière économique et conservateurs sur les grands enjeux culturels, ainsi que quand ils sont favorables à la globalisation et l'intégration européenne (à l'exception du cas de l'Italie sur la question de l'intégration européenne, l'effet n'étant pas significatif). On retrouve ici un profil type de l'électorat des partis conservateurs en Europe de l'Ouest.

Pour les sociaux-démocrates, les résultats ne sont pas aussi clairs. Une dimension de valeurs joue toutefois à plein dans tous les pays : le soutien à l'intégration européenne. Comme dans le cas du vote conservateur, les électeurs des cinq pays ont plus de chances de voter pour les sociaux-démocrates que les tiers partis (odds ratios supérieurs à 1) quand ils sont favorables à l'intégration européenne. Si les électeurs des partis de gouvernement diffèrent très fortement quant à leurs préférences économiques et à leurs préférences culturelles, ils sont unis par leur soutien à l'intégration européenne, et ce dans les cinq

pays étudiés. L'électorat français n'est pas le seul à être traversé par ce possible « clivage européen », et on perçoit bien à quel point l'enjeu de la construction européenne pourrait bouleverser les systèmes partisans d'Europe de l'Ouest s'il était soudain fortement politisé par les élites.

Tableau 5. Le vote pour les partis de gouvernement plutôt que pour les tiers partis aux élections européennes de 2014

	SOCIAL-DÉMOCRATE VS. TIERS		CONSERVATEUR VS. TIERS	
	Modèle 1	Modèle 2	Modèle 1	Modèle 2
Allemagne (N=2250)				
LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE	0,954	0,863***	1,709***	1,528***
CONSERVATISME CULTUREL	0,954	0,917	1,278***	1,191**
HOSTILITÉ À LA GLOBALISATION	0,864**	0,911	0,734***	0,771***
SOUTIEN À L'INTÉGRATION EUROPÉENNE	1,537***	1,232***	1,453***	0,898
APPROBATION DU BILAN NATIONAL		1,320***		1,870***
Autriche (N=1824)				
LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE	0,636***	0,603***	1,647***	1,653***
CONSERVATISME CULTUREL	1,071	1,075	1,227***	1,229***
HOSTILITÉ À LA GLOBALISATION	0,899	0,922	0,804***	0,800***
SOUTIEN À L'INTÉGRATION EUROPÉENNE	1,547***	1,243***	1,745***	1,522***
APPROBATION DU BILAN NATIONAL		1,397***		1,261***
Espagne (N=2076)				
LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE	0,828**	0,923	1,628***	1,095
CONSERVATISME CULTUREL	0,865*	0,912	2,487***	1,736***
HOSTILITÉ À LA GLOBALISATION	0,869**	0,871**	0,819***	0,780***
SOUTIEN À L'INTÉGRATION EUROPÉENNE	1,338***	1,409***	1,360***	0,893
APPROBATION DU BILAN NATIONAL		0,884***		1,811***
France (N=2106)				
LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE	0,693***	0,726***	2,080***	1,876***
CONSERVATISME CULTUREL	0,668***	0,737***	2,053***	1,774***
HOSTILITÉ À LA GLOBALISATION	0,814**	0,804***	0,645***	0,678***

SOUTIEN À L'INTÉGRATION EUROPÉENNE	1,655***	1,270***	1,579***	1,747***
APPROBATION DU BILAN NATIONAL		1,483***		0,823***
Italie (N=2399)				
LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE	0,963	0,825***	1,719***	1,669***
CONSERVATISME CULTUREL	0,884**	0,859***	2,291***	2,257***
HOSTILITÉ À LA GLOBALISATION	0,815***	0,815***	0,730***	0,743***
SOUTIEN À L'INTÉGRATION EUROPÉENNE	1,739***	1,186***	1,047	1,015
APPROBATION DU BILAN NATIONAL		1,478***		1,030

Note: les odds ratios sont estimés par des modèles de régression multinomiale (le vote pour les tiers partis est utilisé comme modalité de référence). Les seuils de significativité statistique sont $p < 0,01$ (***) ; $p < 0,05$ (**); $p < 0,10$ (*).

4.1. LA PERMANENCE DES LOGIQUES NORMATIVES DU VOTE EN TEMPS DE CRISE

De manière plus précise, les résultats conduisent à infirmer la troisième hypothèse relative au contexte de crise : les logiques normatives du vote pour les partis sociaux-démocrates et pour les partis conservateurs mises en évidence à partir de l'analyse des probabilités de vote se sont pleinement exprimées lors des élections européennes de 2014 et n'ont pas été affectées par la poursuite des effets de la « Grande Récession ». L'électorat des partis sociaux-démocrates et l'électorat des partis conservateurs se distinguent par leur niveau d'adhésion au libéralisme économique et par leur niveau de tolérance en matière culturelle, mais ils se rejoignent dans leur soutien à l'Union européenne (UE) (tableau 4) : à l'exception du cas de l'Italie, les chances de voter pour les partis sociaux-démocrates plutôt que pour les partis conservateurs ne diffèrent pas significativement en fonction de la position sur l'intégration européenne (les odds ratios sont proches de 1 et ne sont pas statistiquement significatifs en Allemagne, en Autriche, en Espagne et en France). Les logiques normatives du vote pour les partis de gouvernement sont robustes : on les retrouve dans leur électorat potentiel tel qu'il peut être mesuré par des probabilités de vote comme dans leur électorat effectif tel qu'il peut être mesuré par le comportement de vote.

L'absence de relation entre le soutien à l'intégration européenne et le vote en faveur de *Forza Italia* mériterait sans doute un examen plus approfondi, afin de comprendre quelles sont les causes profondes de cette spécificité italienne. Il est possible que cette particularité renvoie à la position très agressive endossée par Silvio Berlusconi contre l'UE lors de la campagne des élections européennes de 2014, et notamment à sa critique (polémique) d'une construction européenne aux mains des Allemands.

4.2. L'IMPACT DU JUGEMENT SUR LE BILAN DU GOUVERNEMENT NATIONAL

La quatrième hypothèse relative à l'effet élections de second ordre est en revanche en partie validée : certaines logiques normatives du vote pour les grands partis de gouvernement sont effectivement affectées par le jugement des électeurs sur l'action du gouvernement national en place. De ce point de vue, la comparaison entre les estimations du modèle 1 et du modèle 2 est riche en enseignements (voir les tableaux 4 et 5).

À ce stade, une première observation s'impose : dans tous les pays, le jugement des électeurs sur le bilan du gouvernement national a un impact statistiquement significatif sur le vote en faveur des grands partis, et toujours dans le sens attendu. En Allemagne, un jugement positif sur le bilan de la grande coalition dirigée par les chrétiens-démocrates accroît les chances de voter pour la CDU/CSU plutôt que pour le SPD, et de manière générale les chances de voter pour l'un des deux partis au pouvoir plutôt que pour un tiers parti. De même, en Autriche, un jugement positif sur l'action de la grande coalition dirigée par les sociaux-démocrates accroît les chances de voter pour le SPÖ plutôt que pour l'ÖVP, et plus généralement les chances de voter pour l'un des deux partis au pouvoir plutôt que pour un autre parti. En Espagne, où les conservateurs sont au pouvoir depuis 2011, l'approbation du bilan du gouvernement Rajoy augmente les chances de voter pour le PP plutôt que pour le PSOE, tandis qu'en France et en Italie, où la gauche est aux responsabilités nationales lors des élections européennes de 2014, les chances de voter pour les sociaux-démocrates plutôt que pour les conservateurs sont plus fortes en cas de jugement positif

sur le gouvernement en place. En d'autres termes, dans tous les pays, les partis au pouvoir sont comptables de leur bilan : ils sont sanctionnés au moment des élections européennes si leur bilan est jugé négativement, et récompensés si leur bilan est jugé positivement. Cette observation vaut aussi dans les cas de gouvernements de coalition : les partenaires minoritaires sont associés aux résultats obtenus sur la scène nationale, même si les effets d'un bilan positif profitent d'abord au parti à la tête de la coalition.

Qu'en est-il maintenant des logiques normatives du vote une fois pris en compte le jugement sur l'action du gouvernement en place au niveau national ? En Allemagne, en Autriche, en France et en Italie, le niveau d'approbation du bilan du gouvernement national n'affecte pas le poids des valeurs socio-économiques et des valeurs culturelles dans le vote pour les partis de gouvernement. En revanche, en Espagne, la prise en compte du jugement sur le bilan du gouvernement Rajoy fait complètement disparaître l'influence de l'adhésion au libéralisme économique dans le vote des électeurs. Parmi les cinq pays étudiés, l'Espagne est le pays qui a incontestablement été le plus durement touché par la « Grande Récession », et le seul qui a mis en place des mesures sévères d'austérité. Il semblerait que dans ces conditions, le jugement sur les résultats effectifs du gouvernement transcende toutes les préférences normatives des électeurs en matière économique.

Au-delà du cas exceptionnel de l'Espagne, qui mérite sans aucun doute une analyse plus détaillée et notamment une comparaison avec la situation de la Grèce et du Portugal, la prise en compte du bilan du gouvernement en place au niveau national affecte significativement le poids du soutien à l'intégration européenne. En Allemagne, en Autriche, en Espagne comme en France, une fois neutralisé l'impact du jugement sur le bilan, les préférences en matière de construction européenne impactent le soutien en faveur des sociaux-démocrates plutôt que des conservateurs (voir le tableau 4). Cette fois, l'effet n'est pas uniforme et dépend de l'orientation politique du gouvernement. Dans les pays où les sociaux-démocrates gouvernent, en Autriche et en France, le soutien à l'intégration européenne accroît les chances de voter pour les conservateurs. À l'inverse, dans les pays où la droite est aux responsabilités, en Allemagne et en Espagne, le soutien à l'intégration européenne accroît les chances de voter en

faveur des sociaux-démocrates. En d'autres termes, une fois neutralisé l'effet du bilan, plus les électeurs sont hostiles à l'intégration européenne, moins ils ont de chances de sanctionner le pouvoir en place dans leur pays, et plus ils sont favorables à l'intégration européenne, plus ils ont de chances de voter contre leur gouvernement en place. Comme si les premiers refusaient de sanctionner un gouvernement national sans marge de manœuvre face à l'Europe, tandis que les seconds punissaient leur gouvernement en place pour ne pas vouloir aller plus loin dans l'intégration européenne.

CONCLUSION

Cet article s'est intéressé aux logiques de vote en faveur des grands partis de gouvernement dans cinq pays d'Europe de l'Ouest : l'Allemagne, l'Autriche, l'Espagne, la France et l'Italie. Il a montré que ces partis, les partis sociaux-démocrates à gauche et les partis conservateurs (ou démocrates-chrétiens) à droite, souvent associés à l'idée d'une « vieille politique » car ils sont au cœur du jeu politique depuis la formation des systèmes partisans, ont su s'adapter à la transformation des clivages depuis les années 1970. Pour lutter contre la concurrence des écologistes et de la droite radicale anti-immigrés, les sociaux-démocrates et les conservateurs séduisent des électeurs qui pourraient se reconnaître, par leurs valeurs, dans ces nouvelles offres politiques. Si l'affrontement entre les grands partis de gouvernement reste largement structuré par les questions socio-économiques traditionnelles, il intègre également les nouvelles lignes de conflit culturelles qui se sont imposées à l'agenda au cours des quatre dernières décennies, notamment autour de l'enjeu de l'immigration et de la question du droit des minorités. Les logiques de vote sont fondamentalement les mêmes dans les cinq cas qui ont été examinés : plus un électeur est libéral en matière économique, plus il a de chances de voter pour les partis conservateurs ; et plus un électeur est tolérant en matière culturelle, plus il a de chances de voter pour les partis sociaux-démocrates.

Cet article s'est également intéressé à la façon dont les attitudes à l'égard de la globalisation et de l'intégration européenne s'articulent avec les valeurs socio-économiques et les valeurs culturelles. De ce point de vue, il a démontré que la globalisation et l'intégration européenne s'inscrivent bien dans des univers normatifs distincts des autres dimensions de valeurs, mais qu'elles ne divisent pas pour autant les électeurs des partis de gouvernement. Au contraire, s'ils se distinguent sur la dimension économique et la dimension culturelle, les électeurs des grands partis de gouvernement partagent le même soutien pour l'intégration européenne.

Enfin, cet article s'est intéressé à la manière dont les fondements normatifs du vote en faveur des grands partis se sont exprimés dans le contexte spécifique des élections européennes de 2014, marqué par la poursuite de la crise économique de 2008 et par une dynamique de vote sanction contre les partis au pouvoir dans chaque pays. Dans ce cadre, il a montré que le vote pour les partis de gouvernement s'est inscrit dans la logique des élections de second ordre, la participation au pouvoir étant effectivement sanctionnée par les électeurs en cas de mauvais bilan, mais qu'il est resté imprégné par l'influence des grandes dimensions de valeurs.

BIBLIOGRAPHIE

- BERNARD André, 1997, «La conjoncture économique et le vote: une relation ambigüe», *Revue française de sociologie*, 38-2, p. 245-264.
- DUVERGER Maurice, 1951, *Les Partis politiques*, Paris, Armand Colin.
- GOUGOU Florent, LABOURET Simon, 2013, «La fin de la tripartition? Les recompositions de la droite et la transformation du système partisan», *Revue française de science politique*, 63-2, p. 279-302.
- IGNAZI Piero, 1992, «The Silent Counter-Revolution: Hypotheses on the Emergence of Extreme Right-Wing Parties in Europe», *European Journal of Political Research*, 22-1, p. 3-34.
- INGLEHART Ronald, 1997, *The Silent Revolution: Changing Values and Political Styles among Western Publics*, Princeton, Princeton University Press.

- KATZ Richard S., MAIR Peter, 1995, «Changing Models of Party Organization and Party Democracy: The Emergence of the Cartel Party», *Party Politics*, 1-1, p.5-28.
- KIRCHHEIMER Otto, 1966, «The Transformation of Western European Party Systems», in *Political Parties and Political Development*, Joseph LaPalombara, Myron Weiner (éds), Princeton, Princeton University Press, p. 177-200.
- KITSCHELT Herbert (avec Anthony McGann), 1995, *The Radical Right in Western Europe: A Comparative Analysis*, Ann Arbor, University of Michigan Press.
- KRIESI Hanspeter, 1994, *Les Démocraties occidentales. Une approche comparée*, Paris, Economica.
- , GRANDE Edgar, LACHAT Romain, DOLEZAL Martin, BORNSCHIER Simon, FREY Timotheos, 2008, *West European Politics in the Age of Globalization*, Cambridge, Cambridge University Press.
- LIPSET Seymour Martin, ROKKAN Stein, 1967, «Cleavage Structures, Party Systems, and Voter Alignments: An Introduction», in *Party Systems and Voter Alignments: Cross-National Perspectives*, Seymour Martin Lipset, Stein Rokkan (éds), New York, The Free Press, p. 1-64.
- MARTIN Pierre, 2007, «Comment analyser les changements dans les systèmes partisans d'Europe occidentale depuis 1945?», *Revue internationale de politique comparée*, 14-2, p.263-280.
- , 2013, «Le déclin des partis de gouvernement en Europe», *Commentaire*, 143, p.543-554.
- REIF Karlheinz, SCHMITT Hermann, 1980, «Nine Second-Order National Elections: A Conceptual Framework for the Analysis of European Election Results», 8-1, p.3-44.
- SAUGER Nicolas, DEHOUSSE Renaud, GOUGOU Florent, 2015, «Comparative Electoral Dynamics in the European Union in 2014 (CED-EU14): A Data User's Guide», *Les Cahiers européens de Sciences Po*, n°2.
- TREIB Oliver, 2014, «The Voter Says No, but Nobody Listens: Causes and Consequences of the Eurosceptic Vote in the 2014 European Elections», *Journal of European Public Policy*, 21-10, p. 1541-1554.

- TIBERJ Vincent, 2007, «Le système partisan comme "espace des possibles"», in *Partis politiques et système partisan en France*, Florence Haegel (éd.), Paris, Presses de Sciences Po, p.287-319.
- , 2012, «La politique des deux axes. Variables sociologiques, valeurs et vote en France (1988-2007)», *Revue française de science politique*, 62-1, p.71-108.
- , DENNI Bernard, MAYER Nonna, 2013, «Un choix, des logiques multiples. Préférences politiques, espace des possibles et votes en 2012», *Revue française de science politique*, 63-2, p.249-278.